

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 7 juin à 19 h

7-482

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

RECOURS AU BENEVOLAT

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 23 membres présents, à savoir :

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20220607-7-482-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2022

Affichage : 09/06/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Maire,

Serge PERCET

1	Serge PERCET	16	Sandra LIEBART
2	Marie-Antoinette BENY	17	Jean-Claude CLOUPET
3	Georges ROCHETTE	18	Hélène TISSOT
4	Marie-Anne MALECOT	19	Jacinto RODRIGUES
5	Robert DEVOUCOUX	20	Erycka VACHERON
6	Marie-Odile MOULAGER	21	Claude NIGON
7	Claude GERBAUD	22	Martine CHAVAGNEUX
8	Dominique AVRIL	23	Jean-Yves KNECHT
9	Jean ESPEJO	24	Jacqueline DUMILLIER
10	Sylvie LAFFONT	25	Philippe MIKHAILOFF
11	Thomas CHABANNES	26	Yvette MORETTON
12	Marie REVOLIER	27	Christophe DANTAN
13	Sylvain MARCHAND	28	Cécile DE LAGET
14	Claudie GAURIAT	29	Christel GIRAUD
15	Maxime MOULIN		

Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Anne MALECOT, Robert DEVOUCOUX, Marie-Odile MOULAGER, Claude GERBAUD, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Claudie GAURIAT, Jean-Claude CLOUPET, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jean-Yves KNECHT, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD.

Absent(e)s avec procuration : Thomas CHABANNES (pouvoir Claude GERBAUD), Maxime MOULIN (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Jacqueline DUMILLIER (pouvoir Serge PERCET), Cécile DE LAGET (pouvoir Yvette MORETTON).

Absent(e) excusé(e) : Dominique AVRIL, Sandra LIEBART

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Sylvain MARCHAND

7-482 – Recours au bénévolat

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L2121-12 et L2121-29

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Considérant la nécessité d'avoir recours au bénévolat pour exercer certaines activités ;

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de l'utilisation de la navette pour l'accompagnement des personnes, notamment âgées, dans leurs déplacements, la commune fait appel pour assurer le bon fonctionnement du service à des bénévoles. Ceux-ci ont pour missions d'assurer la conduite du véhicule communal ainsi que d'aider les personnes âgées à monter et descendre de la navette.

Monsieur le Maire rappelle que l'établissement d'une convention est nécessaire dans le cadre du recours au bénévolat.

Oùï et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve le recours au bénévolat
- Approuve le projet de convention et autoriser Monsieur le Maire à la signer
- Autorise Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Fait à Montrond-les-Bains, le 8 juin 2022

Le Maire,

Serge PERCET.



Convention de recours au bénévolat

Conclu entre :

La commune de Montrond-les-Bains représentée par son Maire dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du ci-après désignée « la collectivité employeur »

et

Monsieur ou Madame
demeurant , ci-après
désigné « le bénévole »

Préambule : Dans le cadre de la mise en place de la navette la collectivité a décidé, pour assurer les activités de chauffeurs et d'accompagnateurs de faire appel à des bénévoles.

Le bénévole est la personne qui apporte son concours à une collectivité à l'occasion d'activités diverses dans le cadre de la réalisation d'un service public mais également dans des situations d'urgence.

Le bénévole est donc la personne qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective et justifiée à un service public, dans un but d'intérêt général, soit concurremment avec des agents publics, soit sous leur direction après réquisition ou sollicitation, soit spontanément.

Il est convenu ce qui suit :

Vu l'arrêt d'Assemblée, du Conseil d'Etat, du 22 novembre 1946, n°74725- 74726

Article 1 : Nature de la convention

Ce recrutement intervient au titre de la jurisprudence du Conseil d'Etat qui encadre le recours aux collaborateurs occasionnels du service public bénévoles.

Article 2 : Objet

La présente convention fixe les conditions de du bénévole, collaborateur occasionnel bénévole au sein des services de la collectivité.

Le bénévole exercera les activités de chauffeur ou d'accompagnateur pour la navette.

Article 3 : Durée

Le bénévole sera présent pour la durée de son choix et selon un calendrier établi d'un commun accord avec la collectivité.

Article 4 : Rémunération

Le bénévole ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de la collectivité ou de l'établissement pour les missions qu'il remplit à ce titre.

Le bénévole pourra être amené à se déplacer en fonction des nécessités de services liées à ses fonctions. Tout déplacement fera l'objet d'un ordre de mission qui en fixera le lieu, la durée et l'objet. Le remboursement des frais supportés à cette occasion sera effectué, conformément aux dispositions du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

Article 5 : Engagements réciproques

Le bénévole s'engage à :

- ☛ Respecter le règlement intérieur de la collectivité ou de l'établissement,
- ☛ Disposer des habilitations et qualifications requises et respecter la réglementation en vigueur du domaine d'activité dans lequel il intervient. En cas non-respect, la collectivité sera fondée de mettre fin immédiatement à la collaboration, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales en cas d'infraction,
- ☛ Etre présent de manière régulière et à l'heure. En cas d'absence, il devra prévenir l'agent de la collectivité référent pour permettre son remplacement,
- ☛ Respecter les consignes données par l'autorité territoriale et/ou l'agent de la collectivité référent,
- ☛ Montrer un comportement respectueux de l'individu et du matériel mis à sa disposition,
- ☛ Participer, si possible, aux réunions ponctuelles de coordination et de bilan afin de permettre le suivi du dispositif,

La collectivité ou l'établissement s'engage à :

- ☛ Mettre à disposition le matériel nécessaire pour permettre au bénévole de mettre en place son activité.
- ☛ Assurer la coordination du dispositif par le biais d'un agent référent.
- ☛ Associer le bénévole à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet.

Article 6 – Droits et obligations

Le bénévole est soumis pendant toute la période d'exécution de la présente convention aux droits et obligations applicables aux agents du service public (laïcité, neutralité, probité, dignité, etc.)

Article 7 – Assurances :

Dans le cadre de son contrat d'assurance responsabilité-multirisques, la collectivité garantit le bénévole sur l'ensemble des points suivants pendant toute la durée de sa collaboration :

- Responsabilité civile ;
- Défense ;
- Indemnisation de dommages corporels ;
- Assistance (...).

Le bénévole devra justifier de la souscription d'une garantie responsabilité civile et transmettre à la collectivité ou l'établissement une attestation d'assurance le jour de la signature de la présente convention.

Article 8 : Résiliation :

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, l'autorité territoriale se réserve le droit d'y mettre fin à tout moment et sans préavis par courrier recommandé adressé au bénévole.

Le co-contractant devra le cas échéant, informer l'autorité territoriale de son intention de cesser sa collaboration par courrier ou courriel simple.

Article 9 : Contentieux

Les litiges individuels nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution ou la rupture peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon, situé 184 rue Dugusclin, 69433 Lyon Cedex 03 dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

Article 10 : Contrôle de légalité

La présente convention n'est pas transmise au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Montrond-les-Bains

Le, en double exemplaires

Le bénévole

Le Maire

